

Lituanie

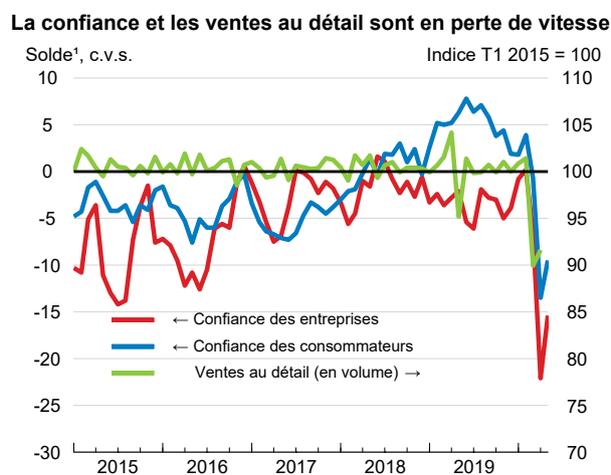
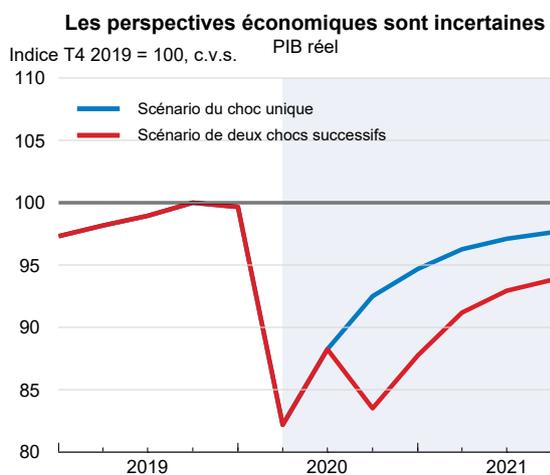
L'activité économique devrait se contracter fortement, la pandémie de COVID-19 pesant à la fois sur la demande intérieure et sur la demande extérieure. La croissance du PIB devrait fléchir de 10.4 % en 2020 dans un scénario partant de l'hypothèse d'une deuxième poussée épidémique dans le courant de l'année et de 8.1 % dans un scénario de choc unique. La hausse du PIB s'accélérera lorsque la confiance et le commerce international reprendront des couleurs, stimulant consommation et investissement. Le chômage grimpera, mais malgré un reflux progressif, il restera supérieur au niveau précédant à la crise.

La réaction des pouvoirs publics à la pandémie de COVID-19 a été rapide et globale, composée de mesures à la fois budgétaires et financières. Un nouveau renforcement des prestations sociales ciblées et des programmes actifs du marché du travail efficaces, comme la formation, appuieraient la reprise et éviteraient une progression de la pauvreté. De plus, il faudra peut-être apporter un soutien supplémentaire aux entreprises confrontées à des problèmes de liquidités si la crise est plus profonde que prévu. L'existence de procédures d'insolvabilité efficaces facilitant la restructuration des entreprises a son importance. La priorité doit aussi consister à s'assurer que le système de santé dispose de ressources suffisantes pour faire face à une deuxième vague potentielle.

Différentes mesures d'endiguement ont été lancées très tôt

La pandémie de COVID-19 a gagné la Lituanie en février 2020. Les cas actifs ont atteint un pic en avril et le taux de mortalité reste bas. Vilnius et Klaipeda ont été les régions les plus touchées. Jusqu'à présent, le système de santé a disposé, en termes de lits d'hôpitaux en soins curatifs et intensifs, de capacités suffisantes pour faire face à l'augmentation des besoins, et les services hospitaliers et de soins ambulatoires sont accessibles au plus grand nombre.

Lituanie



1. Le solde désigne l'écart, en points de pourcentage (corrige des variations saisonnières), entre les réponses positives et les réponses négatives à l'enquête de conjoncture économique de la Commission européenne des personnes interrogés dans le secteur d'activité.

Source: OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139708>

Lituanie : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Lituanie: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	38.9	4.2	3.6	3.9	-10.4	3.4
Consommation privée	24.5	3.5	3.7	3.2	-10.6	4.5
Consommation publique	6.6	-0.3	0.5	0.7	2.9	1.1
Formation brute de capital fixe	7.7	8.2	8.4	7.4	-11.8	4.2
Demande intérieure finale	38.9	3.7	4.1	3.6	-8.6	3.7
Variation des stocks ¹	- 0.3	-1.0	-0.8	-2.5	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	38.6	2.8	3.4	1.2	-9.3	4.0
Exportations de biens et services	26.3	13.6	6.3	9.6	-13.4	4.5
Importations de biens et services	26.0	11.5	6.0	6.0	-12.6	5.4
Exportations nettes ¹	0.3	1.5	0.4	2.8	-1.4	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.3	3.3	3.0	1.1	0.9
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	3.7	2.5	2.2	0.8	0.7
IPCH sous-jacent ²	—	2.6	1.9	2.3	1.3	0.8
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.1	6.1	6.3	9.5	8.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.5	0.6	0.3	-11.3	-5.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	47.0	40.9	44.9	57.6	62.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	39.1	33.8	36.2	48.9	53.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.4	0.2	4.2	3.4	3.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138283>

Parmi les mesures d'endiguement figurent une quarantaine nationale entamée à la mi-mars, l'interdiction des voyages et la fermeture des frontières, la fermeture des magasins non essentiels, l'interdiction des événements publics et la fermeture des établissements d'enseignement. Des mesures destinées à faire face à l'urgence sanitaire ont également été introduites, comme la réorganisation opérationnelle des flux de patients ainsi que des ressources humaines et matérielles, ou l'augmentation des tests. De plus, un plan de relance budgétaire visant à lutter contre la crise a alloué 0.5 milliard EUR (1% du PIB) au secteur de la santé pour acquérir du matériel et financer des coûts supplémentaires, comme les primes versées au personnel soignant, et assurer une protection sociale subsidiaire aux salariés atteints d'une maladie contagieuse. Un assouplissement progressif des mesures de confinement a débuté à la mi-avril.

La croissance économique a souffert de la pandémie

La propagation de la pandémie a entraîné un net recul de l'activité, car les mesures de confinement et les restrictions des voyages et des déplacements ont perturbé l'activité économique, entamé les dépenses des ménages et avivé les incertitudes. L'effondrement de la demande des partenaires commerciaux a accentué ce ralentissement. Les ventes au détail ainsi que la confiance des consommateurs et des entreprises ont plongé et restent très faibles malgré un rebond ultérieur, et le nombre de chômeurs déclarés a augmenté rapidement après le confinement. Il se peut que l'impact initial direct du confinement ait amputé la production agrégée d'un quart, principalement dans le commerce de gros et de détail, ainsi que dans les services professionnels et les activités immobilières.

Lituanie : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Lituanie: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	38.9	4.2	3.6	3.9	-8.1	6.4
Consommation privée	24.5	3.5	3.7	3.2	-8.2	7.6
Consommation publique	6.6	-0.3	0.5	0.7	2.7	0.9
Formation brute de capital fixe	7.7	8.2	8.4	7.4	-8.9	6.2
Demande intérieure finale	38.9	3.7	4.1	3.6	-6.5	6.0
Variation des stocks ¹	-0.3	-1.0	-0.8	-2.5	-0.4	0.0
Demande intérieure totale	38.6	2.8	3.4	1.2	-7.1	6.5
Exportations de biens et services	26.3	13.6	6.3	9.6	-11.1	4.7
Importations de biens et services	26.0	11.5	6.0	6.0	-10.3	4.7
Exportations nettes ¹	0.3	1.5	0.4	2.8	-1.2	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.3	3.3	3.0	1.1	1.5
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	3.7	2.5	2.2	0.9	1.5
IPCH sous-jacent ²	—	2.6	1.9	2.3	1.5	1.5
Taux de chômage (% de la population active)	—	7.1	6.1	6.3	9.1	8.2
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	0.5	0.6	0.3	-9.8	-3.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	47.0	40.9	44.9	55.7	57.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	39.1	33.8	36.2	47.0	48.7
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	0.4	0.2	4.2	3.6	3.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138302>

Un vaste plan de relance a été introduit rapidement

Un plan global de 5 milliards EUR (10 % du PIB) a été annoncé le 16 mars, réparti à parts égales entre soutien budgétaire et soutien financier. Les initiatives budgétaires contenues dans ce plan, et les mesures supplémentaires introduites depuis, prévoient des financements pour le système de santé et la gestion des situations d'urgence, ainsi que des mesures visant à protéger les emplois et les revenus, à préserver les liquidités des entreprises et à stimuler l'économie. Des dispositifs de chômage partiel, sous forme de subventions salariales garantissant au moins le salaire minimum aux travailleurs, une allocation forfaitaire (257 EUR par mois) pour les indépendants assurés et une majoration des indemnités de maladie pour les salariés ayant contracté le virus figurent également parmi ces mesures. Citons également le report du remboursement des prêts et du paiement des impôts, ou encore l'octroi de prêts à conditions préférentielles aux PME remplissant les critères requis ou d'allocations temporaires au titre du loyer aux entreprises. Pour favoriser la reprise économique, une attention particulière est accordée à l'accélération des programmes d'investissement, notamment à travers le cofinancement de projets d'investissement pour le climat. Des mesures budgétaires supplémentaires ont été approuvées par le gouvernement en mai 2020, pour une enveloppe correspondant approximativement à 2 % du PIB, afin de soutenir les entreprises et les ménages après la fin du confinement, et notamment une prolongation des dispositifs de chômage partiel de six mois, une allocation temporaire d'aide à la recherche d'emploi et une majoration des prestations sociales. De plus, la banque centrale a ramené son volant de fonds propres contracyclique de 1 % à 0 % en mars 2020 et adopte une approche plus souple au regard des exigences de fonds propres

et de liquidités applicables aux banques. Les établissements financiers solvables confrontés à des problèmes de liquidités temporaires peuvent actuellement solliciter un apport de liquidités d'urgence auprès de la Banque de Lituanie. Ces initiatives viennent s'ajouter aux mesures de politique monétaire expansionniste de la BCE.

Une deuxième vague retarderait encore la reprise

La croissance du PIB devrait se contracter en 2020 de 10.4 % si une deuxième vague épidémique se produit en fin d'année (scénario de deux chocs successifs), puisque la consommation s'inscrit en forte baisse sous l'effet des mesures d'endiguement et que le risque en découlant en termes de chômage et de perturbation des approvisionnements entame la production. En l'absence de résurgence de l'épidémie (scénario du choc unique), la production fléchira de 8.1 %. La pandémie pèse également sur l'investissement via la détérioration de la confiance des entreprises et le recul de la demande d'exportations. Ce ralentissement marqué sera suivi d'une reprise lorsque les mesures de confinement seront levées et que la demande extérieure se raffermira, grâce notamment aux mesures prises par les pouvoirs publics. Les décaissements des fonds structurels de l'UE continueront de soutenir l'investissement. Le chômage grimpera, mais malgré un reflux progressif, il restera supérieur au niveau précédant la crise, notamment dans le scénario de deux chocs successifs. Une évolution des habitudes de dépense dans le pays et une croissance plus faible que prévu chez ses partenaires économiques pourraient ralentir la reprise, tandis qu'une forte correction des marchés financiers entraînerait une dégradation des conditions de financement des entreprises.

De nouvelles mesures s'imposent pour que la reprise soit solide

Le plan de relance, de dimension globale, a été lancé à temps et devrait contribuer à atténuer les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Certaines mesures comme les dispositifs de chômage partiel ou le soutien octroyé aux travailleurs atypiques peuvent protéger les emplois et les revenus. Il faut s'assurer que ces mesures de soutien soient correctement ciblées sur les entreprises et les salariés qui ont le plus souffert de la crise. Grâce au faible niveau de la dette publique, le pays dispose d'une marge de manœuvre budgétaire pour renforcer le soutien apporté si le retournement de conjoncture est plus marqué que prévu. Il est essentiel d'éviter que le taux de pauvreté, déjà élevé, ne progresse, notamment en revalorisant les prestations sociales pour les plus bas revenus. De plus, les mesures structurelles joueront un rôle fondamental pour faire face aux conséquences de la crise. L'octroi d'une aide efficace à la recherche d'emploi, associée à des programmes de formation et de recyclage, est déterminant. L'existence de procédures d'insolvabilité efficaces facilitant la restructuration des entreprises est aussi très importante pour relancer l'économie. La priorité doit également consister à s'assurer que le système de santé dispose de ressources suffisantes pour lutter contre une deuxième vague potentielle. Pour que la croissance soit plus verte, il convient de mettre en œuvre des projets d'investissement pour le climat.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Lituanie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/505d0c83-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.